



Federal Public Sector Labour
Relations and Employment
Board

Commission des relations de
travail et de l'emploi dans le
secteur public fédéral

N° de dossier de la C.R.T.E.S.P.F.
(Pour usage interne seulement)

Formulaire 11

article 51

du Règlement sur les relations de travail dans le secteur public fédéral

DEMANDE DE RENVOI D'UN DIFFÉREND À LA CONCILIATION

Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral

AVIS : 1) L'original et quatre copies de la présente demande doivent être déposées auprès de la Commission.

2) Une copie de la convention collective la plus récente conclue entre les parties relativement à l'unité de négociation décrite au point 3 doit être jointe à la présente demande.

1. Renseignements sur la partie qui demande le renvoi d'un différend à la conciliation :

Nom :

Adresse postale :

Appartement (*s'il y a lieu*) :

N° et rue :

Ville :

Province ou territoire :

Code postal :

Nom du représentant autorisé :

Adresse postale (*si différente de celle inscrite ci-dessus*) :

Appartement (*s'il y a lieu*) :

N° et rue :

Ville :

Province ou territoire :

Code postal :

Ajoutez au besoin des feuilles supplémentaires de même format lorsque des renseignements sur plusieurs personnes sont requis ou si l'espace fourni n'est pas suffisant.

N° de téléphone :

N° de télécopieur :

Adresse électronique :

2. Renseignements sur l'autre partie au différend :

Nom :

Adresse postale :

Appartement (*s'il y a lieu*) :

N° et rue :

Ville :

Province ou territoire :

Code postal :

Adresse électronique :

3. Description détaillée de l'unité de négociation visée par la demande :

4. Date à laquelle l'avis de négocier collectivement a été donné en vertu de l'article 105 de la *Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral* (jj/mm/aaaa) :

5. Date la plus récente, avant celle à laquelle l'avis de négocier collectivement a été donné, à laquelle la Commission a enregistré un mode de règlement des différends choisi par l'agent négociateur pour l'unité de négociation (jj/mm/aaaa) :

6. Mesures qui ont été prises - y compris les date des réunions qui ont été tenues et l'état d'avancement des négociations - depuis que l'avis de négociateur collectivement a été donné :

7. Conditions d'emploi pour lesquelles le renvoi à la conciliation est demandé :

8. Propositions du demandeur quant au rapport qui doit être fait au sujet des conditions d'emploi :

9. Demandez-vous l'établissement d'un conseil d'arbitrage formé de trois membres, en vertu du paragraphe 140(1) de la *Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral*?

oui non

Étant dûment autorisé(e) à cet effet, je soussigné(e) présente la *Demande de renvoi d'un différend à la conciliation*.

Date (jj/mm/aaaa) :

(Signature du représentant autorisé) :

(Fonction exercée auprès de la partie qui demande le renvoi d'un différend à la conciliation) :